

Dossier. La guerre des départements n'aura pas lieu.

Le rapport Attali devrait plaider en faveur de la disparition des départements mais les élus locaux, très attachés à cette collectivité, devraient obtenir son maintien.

FOUCHET Antoine; BOISSIEU Laurent de

A peine formulée par Jacques Attali, président de la commission sur la libération de la croissance, la proposition d'une « suppression progressive » des départements aurait-elle déjà du plomb dans l'aile ? L'ancien conseiller spécial de François Mitterrand a, certes, révélé, la semaine dernière, que cette idée de tirer un trait de plume sur cet échelon territorial sera en bonne place parmi les mesures proposées dans le rapport qu'il doit remettre le 23 janvier à Nicolas Sarkozy. Il n'empêche. Toutes tendances politiques confondues, les élus concernés fourbissent leurs armes pour faire barrage.

Ces derniers jours, le premier ministre François Fillon a assuré que la mise à mort du département n'était « pas d'actualité ». Mais rien n'y a fait. Qu'ils soient de droite ou de gauche, les présidents des conseils généraux sont montés au créneau pour défendre l'honneur et l'efficacité de leur territoire. Avec passion et même avec fougue. Laisant entendre que, si nécessaire, ils iront plus loin dans leur mobilisation pour la cause.

Sénateur UMP et président du conseil général de l'Orne, Alain Lambert mène une offensive d'autant plus redoutable qu'il peut se prévaloir d'être l'auteur, en décembre dernier, d'un rapport commandé par le premier ministre sur... les relations entre l'État et les collectivités locales. Dans son esprit, la question du nombre d'échelons territoriaux n'est pas la bonne. « Si nous la mettons trop en avant, nous allons créer des crises d'ego, prévient-il. En réalité, le vrai problème est de savoir quels sont les services nécessaires pour les citoyens et qui peut les assurer au moindre coût et avec la meilleure qualité. »

Une façon pragmatique d'aborder la question sur laquelle se retrouvent la quasi-totalité des élus locaux. « Tout débat dogmatique qui commence par poser comme condition qu'il faut supprimer un type de collectivité est un débat qui est condamné à échouer », assure Martin Malvy, président PS du conseil régional de Midi-Pyrénées et de l'Association des petites villes de France.

Le rapport Lambert ébauche une clarification des compétences entre les départements et les régions. Dans son optique, les départements ne seraient plus détenteurs de la « compétence générale » leur permettant d'intervenir dans tous les domaines comme actuellement. Mais cette collectivité « représente toujours quelque chose d'important sur le plan identitaire pour les Français ».

« Le département possède un atout, c'est la proximité », reconnaît également Maurice Leroy, président (Nouveau Centre) du conseil général de Loir-et-Cher et de l'Union des conseillers généraux de France. « Regardez l'affaire des plaques d'immatriculation : plus il y aura de mondialisation, plus on aura besoin d'enracinement. » Maurice Leroy est pourtant un des rares élus à accepter la perspective d'une disparition de cette collectivité. « Je suis personnellement favorable à une fusion des départements et des régions, indique-t-il. À condition que les

territoires ruraux soient représentés et que les régions soient redécoupées à l'image des grandes régions européennes. »

La très grande majorité des autres élus refusent une telle rupture. « Le couple formé par les intercommunalités et les régions, en se passant des départements, correspond à ce que nous souhaitons depuis une vingtaine d'années », indique bien Marc Censi, président-fondateur de l'Assemblée des communautés de France. Mais le maire de Rodez n'en imagine pas pour autant la suppression des départements. « Ce couple est déjà inscrit dans la réalité, insiste-t-il. L'État ayant trop chargé la barque des départements dans l'action sociale, ils ont par nécessité dû lever le pied sur le développement économique ou l'aménagement des territoires. » L'action sociale réservée aux départements ? Pas si simple, selon Martin Malvy, pour qui « l'urbanisation a pris une telle dimension dans certains territoires que l'on peut se demander si l'action sociale doit revenir au département ou à la communauté d'agglomération ».

Le plus surprenant, en tout cas, c'est qu'à l'instar de Martin Malvy, la plupart des présidents de région ne se font pas prier pour venir au secours des départements. D'après Alain Rousset, président PS du conseil régional d'Aquitaine et de l'Association des régions de France, le rôle social du département est « indispensable » et « c'est en fait à l'État de cesser de se mêler de tout ». Tandis qu'Adrien Zeller, président UMP du conseil régional d'Alsace, revendique, pour sa structure, un rôle de « chef de file » en matière économique et environnementale et surtout il ne souhaite pas récupérer les compétences des départements : « Ce serait une autre forme de centralisation », avertit-il.

On l'a compris : pour résoudre les questions de décentralisation, il vaut mieux savoir faire dans la dentelle. Voilà pourquoi Alain Lambert envisage d'obliger chaque région et les départements qui la constituent à s'entendre sur des « schémas directeurs précisant ce que fait l'une et ce que font les autres ». Avec une consigne : éviter les doublons. Cette formule de rapprochement, que le sénateur préconise aussi entre les communes et les structures intercommunales, vise, en définitive, à imbriquer les deux niveaux tout en les conservant. Une proposition jugée intéressante en haut lieu, puisqu'elle doit être soumise à débat lors d'une conférence des exécutifs territoriaux, que François Fillon a décidé de réunir prochainement à Paris. « Nous assistons actuellement à une révolution copernicienne qui est en train de renverser le flux historique traditionnel jacobin », explique encore Marc Censi. De fait, les départements et les communes, ces deux catégories de collectivités territoriales qui sont dans le collimateur du rapport Attali, sont les deux échelons hérités de la Révolution française.

Avec l'aimable autorisation du journal *La Croix* 